



Conditions de travail.

« On est sollicité de partout ! », dénonce cette infirmière scolaire d'Alençon

Mardi 23 mai, à Paris, une « marche blanche » a réuni 350 infirmiers scolaires dénonçant leurs conditions de travail. Corinne Malfilatre, infirmière au collège Balzac, raconte la multiplication des missions qui incombent à ces professionnels de santé.

D'après l'AFP, 350 infirmiers scolaires ont manifesté à Paris, mardi 23 mai, pour dénoncer leurs conditions de travail. Si Corinne Malfilatre n'a pas pris part à cette « marche blanche » dans la capitale, elle n'en reste pas moins concernée par ce combat. **« Il faut que l'Éducation nationale nous donne plus de moyens ! On demande plus de personnel, de reconnaissance et une revalorisation salariale »**, liste l'infirmière.

Lutte contre la loi 3DS

L'intersyndicale, composée du SNICS-FSU et du SNIES-Unsa, réclame la création de 15 000 postes pour atteindre le ratio d'un professionnel pour 500 élèves contre un pour 1 300 environ en 2018, selon le rapport parlementaire d'un député Renaissance.

Également parmi les revendications, le blocage de la loi 3DS relative à la décentralisation de l'action publique locale. Grâce à celle-ci, les infirmiers scolaires pourraient être retirés des établissements scolaires afin d'être réunis dans des centres médico-sociaux extérieurs.

Une hérésie pour la syndiquée. **« Ce serait faire machine arrière. Les établissements privés fonctionnent comme ça donc le Gouvernement se dit : pourquoi ne pas faire la même chose dans le public ? Mais c'est impossible »**, selon elle, compte tenu du nombre d'élèves scolarisés. **« On a tellement d'élèves dans le mal-être. C'est indispensable d'être à leur côté »**, insiste l'ancienne salariée de l'hôpital d'Alençon.

600 élèves à charge

«**Au collège Honoré de Balzac, depuis 2017, la fonctionnaire gère plus de 600 élèves !**», rapporte-t-elle. «**Nous avons des élèves en ITEP (Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique NDLR) qui présentent des troubles comportementaux, et on travaille aussi avec l'institut La Providence (déficience auditive, visuelle, troubles du langage...), donc cela concerne des élèves avec tous types de déficience. Il faut suivre également les élèves dyslexiques, la section Segpa (Section d'enseignement général et professionnel adapté) et une autre d'Ulis (unités localisées pour l'inclusion scolaire)**», énumère la professionnelle de santé.

De quoi vivre des journées surchargées dans une semaine à 39 heures. «**On est sollicité de partout. Quand je commence ma journée, je ne sais jamais ce qu'il va se passer**», raconte l'ex-coordinatrice HAD de l'association Soins Santé, à [Argentan](#).

Des semaines remplies

Si les week-ends de quatre jours, comme durant le mois de mai, sont appréciés, les retours sont parfois compliqués. «**Après le week-end de l'Ascension, 30 élèves sont venus me voir le lundi. En temps normal, on est plutôt sur une quinzaine de collégiens.**»

Mais ce n'est pas tout. En plus des soins prodigués aux enfants, l'infirmière doit assurer d'autres missions. «**20 % de notre temps doit être consacré aux écoles rattachées au collège.**» Pour elle, cela concerne cinq établissements dans lesquels elle doit intervenir presque tous les vendredis. «**On peut également mener des actions éducatives et il faut gérer tout le côté administratif en lien avec notre travail.**» Une tâche qu'elle est parfois obligée d'effectuer à la maison, en dehors des temps de travail donc.

Le facteur Covid

Cette charge de travail s'est amplifiée avec le Covid. «**On a de plus en plus d'élèves souffrant d'un mal-être psychique depuis 2020. Mais de notre côté, nous n'avons eu aucun aménagement de nos conditions de travail**», regrette l'ancienne infirmière en bloc opératoire.

En plus d'une augmentation du personnel, les infirmières scolaires réclament une revalorisation salariale avec, notamment, le Complément tarif indiciaire (CIT). Cette mesure permettrait une hausse de 183 € des revenus mensuels, comme pour les salariés de la fonction hospitalière.

Un chien pour aider

En attendant un signe de la part du ministère, Corinne Malfilatre s'adapte avec la création d'un espace bien-être au sein du collège et l'intervention... d'un chien. « **On a mis en place de la médiation animale. Nous avons un chien, nommé Pixel, qui a été dressé et formé dans le but de soulager les élèves atteints d'un mal-être, de nervosité ou d'angoisse** » raconte l'infirmière. « **Je l'ai déjà vu à l'œuvre et ça fonctionne vraiment bien. Certains élèves renfermés se libèrent à son contact** », conclut la responsable des soins.

Julien Boissel



Avec 60 000 établissements scolaires pour 18 millions de consultations à couvrir, les syndicats réclament des créations de postes. FSU 93